

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/MA/12  
1<sup>er</sup> septembre 2003

(03-4573)

## Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

### GRUPE DE NÉGOCIATION SUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS

Rapport du Président, M. l'Ambassadeur Girard, au  
Comité des négociations commerciales

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>1</b>
<b>III.</b>	<b>ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX.....</b>	<b>3</b>
A.	DROITS DE DOUANE .....	3
B.	OBSTACLES NON TARIFAIRES.....	5
C.	ÉTUDES ET MESURES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS APPROPRIÉES.....	6
<b>IV.</b>	<b>QUESTIONS FONDAMENTALES CONCERNANT LES MODALITÉS .....</b>	<b>6</b>
A.	FORMULE .....	6
B.	ÉLIMINATION SECTORIELLE DES DROITS DE DOUANE.....	6
C.	MEMBRES AYANT ACCÉDÉ RÉCEMMENT .....	6
ANNEXE 1	Projet d'éléments des modalités pour les négociations sur les produits non agricoles .....	7
ANNEXE 2	Liste des propositions présentées au Groupe de négociation .....	14
ANNEXE 3	Documents élaborés par le Secrétariat pour le Groupe .....	18

## **I. INTRODUCTION**

1.1 Le présent rapport est élaboré afin d'aider les Ministres à poursuivre leurs travaux sur l'accès aux marchés des produits non agricoles pendant la préparation de la cinquième Conférence ministérielle de Cancún. Il présente un résumé factuel des travaux que le Groupe a entrepris depuis son établissement et comprend des renseignements sur les réunions qu'il a tenues jusqu'à maintenant, y compris celle des 13 et 14 août 2003. Le rapport est présenté par le Président sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des participants.

## **II. GÉNÉRALITÉS**

2.1 Le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés a été établi par le CNC à sa réunion du 1<sup>er</sup> février 2002 pour mener à bien les travaux relatifs aux négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Le paragraphe 16 de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'"accès aux marchés pour les produits non agricoles" dispose ce qui suit:

"16. Nous convenons de négociations qui viseront, selon des modalités à convenir, à réduire ou, selon qu'il sera approprié, à éliminer les droits de douane, y compris à réduire ou éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. La gamme de produits visés sera complète et sans exclusion *a priori*. Les négociations tiendront pleinement compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et pays les moins avancés participants, y compris au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction, conformément aux dispositions pertinentes de l'article XXVIIIbis du GATT de 1994 et aux dispositions citées au paragraphe 50 ci-dessous. À cette fin, les modalités à convenir incluront des études et des mesures de renforcement des capacités appropriées pour aider les pays les moins avancés à participer effectivement aux négociations."

2.2 Le Groupe de négociation a tenu sa première réunion formelle le 11 avril 2002 afin de commencer ses travaux, qui ont essentiellement porté sur des aspects organisationnels. Toutefois, avant même cette première réunion formelle et jusqu'en juillet 2002, les participants ont mené des discussions approfondies au sujet du "programme des réunions" du Groupe de négociation au cours de réunions informelles. Après de nombreuses réunions informelles et des discussions à des niveaux plus élevés, le "programme des réunions" du Groupe (TN/MA/3) a été adopté le 19 juillet 2002. Par conséquent, comme la question était restée en suspens pendant plusieurs mois, le Groupe n'a pas commencé ses travaux de fond avant août 2002.

2.3 À la suite de l'accord sur son programme des réunions, le Groupe a tenu quatre réunions formelles entre août et décembre 2002<sup>1</sup> afin de procéder à ses travaux. Les discussions ont en particulier été axées sur les droits de douane et les obstacles non tarifaires, l'examen des propositions, les études et les mesures de renforcement des capacités appropriées et l'examen des modalités possibles. Le "programme des réunions" fixait l'échéance pour la présentation des propositions au 1<sup>er</sup> novembre 2002 mais indiquait que les propositions présentées jusqu'au 31 décembre 2002 seraient pleinement prises en compte dans un aperçu récapitulatif des propositions. Il insistait par ailleurs sur l'importance du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et disposait qu'il devrait faire partie intégrante de tous les éléments des négociations dans le cadre du programme de travail.

2.4 En 2003, le Groupe a tenu jusqu'à présent cinq réunions formelles.<sup>2</sup> Au début de l'année, le Groupe s'est penché sur l'"Aperçu récapitulatif des propositions présentées"<sup>3</sup>, dont la première version, élaborée par le Secrétariat le 5 février 2003, est reproduite dans le document TN/MA/6. Par la suite, pour la réunion d'avril, une version actualisée, l'"Aperçu récapitulatif des propositions présentées – droits de douane" (TN/MA/6/Rev.1), a été distribuée et un nouveau document intitulé "Aperçu récapitulatif des propositions présentées – obstacles non tarifaires" (TN/MA/9) a également été élaboré. Dans la perspective de l'échéance du 31 mai 2003 pour l'obtention d'un accord sur les modalités, le Président a remis son document intitulé "Projet d'éléments des modalités pour les négociations sur les produits non agricoles" (TN/MA/W/35 et Corr.1). Toutefois, le Groupe n'est pas parvenu à un accord sur les modalités pour le 31 mai 2003. En attendant, des propositions<sup>4</sup> ont continué d'être présentées par les participants et les travaux se sont poursuivis résolument afin de

---

<sup>1</sup> Le 2 août 2002, les 12 et 13 septembre 2002, les 4 et 5 novembre 2002, et les 2 et 3 décembre 2002.

<sup>2</sup> Du 19 au 21 février, du 14 au 16 avril, du 26 au 28 mai, du 9 au 11 juillet, et les 13 et 14 août 2003.

<sup>3</sup> Contenant uniquement les propositions sur les droits de douane.

<sup>4</sup> La liste complète des propositions présentées par les participants est reproduite à l'annexe 2.

trouver un accord sur les modalités. Pour préparer la réunion d'août 2003, le Président a présenté au Groupe un document sur les "options possibles" (JOB(03)/155) concernant les diverses dispositions du "projet d'éléments". Après la réunion des 13 et 14 août, il a révisé le "projet d'éléments" (TN/MA/W/35/Rev.1; voir l'annexe 1) pour tenir compte des options qui, selon lui, bénéficiaient d'un large soutien.

2.5 Dans le cadre des travaux sur le renforcement des capacités mais aussi sur l'assistance technique dans un sens plus large, il y a eu un certain nombre d'études et de mesures de renforcement des capacités qui visaient à améliorer la participation aux négociations. À cet égard, le Groupe a organisé un séminaire sur l'accès aux marchés du 29 au 31 mai 2002, qui a porté sur les modalités des négociations sur les droits de douane et les obstacles non tarifaires, le traitement spécial et différencié, l'art de la négociation, et l'utilisation des bases de données pour les négociations. De surcroît, le Secrétariat de l'OMC a élaboré une série de notes d'information, de simulations et d'autres documents pertinents pour les négociations (voir l'annexe 3). Plusieurs mesures d'assistance technique ont également été mises à exécution dans le cadre des plans annuels d'assistance technique/de renforcement des capacités de l'OMC pour 2002 et 2003.

2.6 S'agissant des biens environnementaux, il a été noté que la Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement s'était dite largement favorable, compte tenu de son mandat en la matière, à ce que ces négociations soient menées dans le cadre du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés.<sup>5</sup> Une question demeurait en suspens, à savoir la manière de préciser la notion de biens environnementaux, et certains participants à la Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement préféraient qu'elle soit examinée par cet organe dans le cadre de ses travaux. Néanmoins, le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés a, dans une certaine mesure, examiné cette question, et différents points de vue ont été exprimés concernant la définition des biens environnementaux et la façon dont cette question devrait être traitée au cours de ces négociations.

### **III. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX**

3.1 Après la distribution du premier "projet d'éléments" élaboré par le Président, les trois dernières réunions ont été consacrées aux commentaires, réactions et suggestions des participants concernant la manière d'améliorer ce projet. Il y a eu des discussions intéressantes et des contributions positives qui ont permis de progresser vers l'obtention d'un consensus sur les modalités concernant les droits de douane et les obstacles non tarifaires. À cet égard, de nouvelles propositions ont même été présentées à la réunion d'août. L'opinion générale du Groupe était, semblait-il, que le "projet d'éléments" contenait tous les éléments nécessaires à l'obtention d'un accord sur les modalités, mais que bon nombre des questions devaient être retravaillées ou affinées. C'est pourquoi les "options possibles" proposées ont été examinées à la dernière réunion et le texte qui en résulte (TN/MA/W/35/Rev.1) sert de base à l'exposé qui est fait dans la présente section concernant les trois principaux éléments qui figurent dans le "projet d'éléments", c'est-à-dire a) les droits de douane, b) les mesures non tarifaires, et c) les études et mesures de renforcement des capacités appropriées.

#### **A. DROITS DE DOUANE**

3.2 Il est ressorti des propositions présentées et des discussions menées au sein du Groupe que la plupart des participants préféraient que le principal élément des modalités tarifaires soit une formule. Le "projet d'éléments" propose une formule d'harmonisation qui s'appliquerait ligne par ligne pour tous les participants à l'exception des pays les moins avancés Membres. Il y a eu des divergences de vues sur le type de formule à utiliser et sur la façon dont elle traiterait les éléments mentionnés dans le mandat – plus particulièrement les crêtes tarifaires, les droits de douane élevés et la progressivité des

---

<sup>5</sup> TN/TE/1.

droits, et le principe de la "réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction". Dans l'ensemble, les participants ont été largement favorables à une formule du type de celle qui est proposée dans le texte mais certains ont critiqué divers éléments de cette formule. En particulier, l'élément " $T_a$ ", ou moyenne tarifaire, quoique bien accepté par certains participants, a été critiqué par d'autres, qui ont fait valoir qu'il n'était pas représentatif du niveau de développement du Membre et qu'il ne contribuait pas à établir un équilibre entre les Membres. Le traitement des positions "non consolidées" dans la formule a également fait l'objet de nombreuses discussions, qui devraient se poursuivre. Les autres éléments techniques à utiliser dans la formule, tels que la nomenclature et les taux consolidés, lorsqu'il y en a, ont été généralement bien acceptés. Par ailleurs, le "projet d'éléments" propose un traitement spécial pour les pays dont moins de 35 pour cent des lignes tarifaires sont actuellement consolidées. Au lieu d'appliquer la formule, ils devraient consolider 100 pour cent des lignes tarifaires à un niveau moyen ne dépassant pas la moyenne globale des droits consolidés de tous les pays en développement après la mise en œuvre intégrale des concessions courantes.

3.3 Le deuxième élément clé du "projet d'éléments" est l'approche sectorielle, au titre de laquelle l'élimination des droits de douane est proposée pour sept secteurs présentant un intérêt particulier à l'exportation pour les pays en développement. L'approche sectorielle reviendrait à éliminer les droits de douane pour les produits du secteur identifiés par les participants, et serait mise en œuvre en une phase par les pays développés et les pays qui en décideraient ainsi, et en trois phases par les autres participants. Il appartiendrait aussi aux participants de déterminer la durée des étapes pendant les négociations. Les réactions à cette approche de la libéralisation ont été mitigées. Certains participants jugeaient indispensable de prévoir une autre libéralisation tarifaire obligatoire en plus de celle qui résulterait de l'application de la formule, tandis que d'autres estimaient qu'il n'était pas dans leur intérêt d'éliminer les droits de douane dans ces secteurs. Divers participants ont dit préférer se concentrer sur une formule et s'occuper des secteurs ultérieurement.

3.4 Outre la flexibilité prévue pour les pays en développement participants dans l'approche fondée sur une formule et l'approche sectorielle, le Groupe a demandé d'autres dispositions en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés participants. S'agissant des pays les moins avancés participants, le "projet d'éléments" prévoit qu'ils ne seraient pas tenus de réduire ou d'éliminer les droits de douane mais, à titre de contribution aux négociations, il serait attendu d'eux qu'ils accroissent substantiellement leur niveau d'engagements en matière de consolidation. S'agissant des pays en développement participants, le texte leur accorde actuellement une certaine flexibilité en leur permettant de laisser des lignes tarifaires non consolidées ou de ne pas appliquer les réductions fondées sur la formule pour un maximum de 5 pour cent des lignes tarifaires pour autant que pas plus de 1 pour cent (1 pour cent des lignes tarifaires pour autant qu'elles ne dépassent pas 1 pour cent des importations du Membre calculées pour la période de référence) ne relèvent d'un seul chapitre du SH.

3.5 Quant aux considérations spéciales concernant les Membres ayant accédé récemment, le Groupe a été favorable à l'idée d'accorder à ces Membres une certaine flexibilité compte tenu des engagements de vaste portée en matière d'accès aux marchés qu'ils avaient pris. Toutefois, l'approche proposée dans le "projet d'éléments" (c'est-à-dire un coefficient différent " $B$ ", une période de mise en œuvre plus longue, un "délai de grâce") ne semble pas acceptable par tous les participants. Certains ont demandé que ces trois options restent des possibilités, tandis que d'autres préféraient que seules des périodes de mise en œuvre plus longues soient accordées.

3.6 Le projet de texte prévoit la possibilité de recourir à des modalités supplémentaires - élimination sectorielle zéro pour zéro, harmonisation sectorielle, demandes et offres, ainsi que la possibilité d'envisager l'élimination des droits peu élevés. Jusqu'à présent, il est ressorti des discussions que ces options devraient rester disponibles et que les modalités devraient donc permettre d'y recourir le cas échéant.

3.7 La question du traitement de l'"érosion des préférences" et de la "forte dépendance à l'égard des recettes tarifaires" dans les modalités continue de susciter de grandes controverses au sein du Groupe.

## B. OBSTACLES NON TARIFAIRES

3.8 Les discussions sur les obstacles non tarifaires progressent moins vite depuis quelque temps que celles qui touchent aux droits de douane. À cet égard, la partie C du "projet d'éléments" concernant les obstacles non tarifaires a abouti à un processus pour traiter la question des modalités concernant les obstacles non tarifaires. Le texte propose essentiellement un processus en trois étapes, à savoir l'identification, l'examen et le classement en catégories, pour le traitement des obstacles non tarifaires. Le Groupe a engagé depuis quelque temps le processus d'identification, et 25 communications émanant de participants ont été distribuées dans les documents TN/MA/W/25 + Add.1 + Add.2. Toutefois, à la réunion de juillet du Groupe, le sentiment général a été qu'il était nécessaire de poursuivre les travaux en la matière et que des communications nouvelles ou améliorées devraient être présentées d'ici au 31 octobre 2003.

3.9 Bien des problèmes de fond qui se posent en ce qui concerne les obstacles non tarifaires tiennent au fait que bon nombre de ces obstacles relèvent de plusieurs Accords ou organes de l'OMC, ou du mandat ministériel. Selon certains participants, le mandat de négociation pose aussi problème car la Déclaration de Doha ne contient pas de mandat de négociation spécifique pour certains Accords de l'OMC existants (par exemple, l'Accord OTC, etc.). Par conséquent, en vue de mettre au point une approche pragmatique et applicable, le projet propose dans un premier temps quatre façons de classer les obstacles non tarifaires en catégories, en fonction desquelles serait déterminée la manière de traiter les obstacles non tarifaires.

3.10 La première catégorie comprend les obstacles non tarifaires qui seraient traités par le Groupe et pour lesquels il conviendrait de déterminer les modalités appropriées. Pour l'instant, tous les types de modalités restent possibles – demandes et offres, approches verticales ou horizontales. La deuxième catégorie concerne les obstacles non tarifaires qui sont du ressort d'organes de négociation existants, comme les règles. Il est proposé que ces obstacles non tarifaires, comme ceux qui se rapportent à la lutte contre le dumping, soient renvoyés au Groupe de négociation sur les règles. De même, les obstacles non tarifaires se rapportant à d'autres domaines de la Déclaration de Doha mais pour lesquels il n'y a pas actuellement de mandat de négociation spécifique (par exemple, la facilitation des échanges, etc.) seraient renvoyés à un organe approprié afin d'être examinés, en fonction de la décision également qui serait prise par consensus explicite à Cancún. Enfin, il y a les obstacles non tarifaires pour lesquels il n'existe pas actuellement de mandat de négociation spécifique mais qui relèvent d'Accords de l'OMC existants. Dans ces cas, si le Groupe décide qu'il est nécessaire de les soumettre à un autre organe de l'OMC, ils seraient renvoyés au CNC pour être transmis à l'organe de l'OMC approprié en vue d'une action et d'une réponse.

3.11 Les discussions menées jusqu'à présent au sein du Groupe montrent qu'en général l'approche présentée dans la partie C est accueillie positivement, mais certaines délégations ont fait part de leurs préoccupations au sujet de la question du renvoi pour diverses raisons. Certaines petites délégations se sont dites préoccupées parce qu'elles ne seraient pas en mesure de suivre les travaux menés dans un certain nombre d'autres organes de l'OMC. Il a été suggéré de clarifier le processus de renvoi afin que les participants puissent comprendre comment il fonctionnerait dans chaque cas. Toutefois, il a été souligné que le présent groupe de négociation conserverait la responsabilité globale du traitement des obstacles non tarifaires. Par conséquent, s'il était nécessaire de faire des renvois, le Groupe continuerait de superviser le processus et demanderait qu'on lui communique des renseignements et qu'on le tienne informé des progrès sur la question.

### C. ÉTUDES ET MESURES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS APPROPRIÉES

3.12 Comme il est prescrit au paragraphe 16 de la Déclaration de Doha, les modalités incluraient des études et des mesures de renforcement des capacités appropriées pour aider les pays les moins avancés à participer effectivement aux négociations. La partie D du document énonce les dispositions relatives à ces études et mesures de renforcement des capacités. Il convient de noter qu'un certain nombre de mesures dans ce domaine, dans un sens plus large, ont déjà été prises et que ces travaux seront poursuivis. Il appartiendrait aux participants de présenter des propositions mais le Secrétariat continuerait aussi à mettre en place de telles activités lorsqu'il entreprendrait des travaux en rapport avec le présent Groupe de négociation.

## IV. QUESTIONS FONDAMENTALES CONCERNANT LES MODALITÉS

4.1 La présente section expose les questions fondamentales en suspens sur lesquelles les Ministres souhaiteront peut-être se pencher.

### A. FORMULE

4.2 La formule proposée consiste en une formule d'harmonisation unique non linéaire appliquée ligne par ligne. Les données utilisées pour la calculer seraient les taux consolidés, lorsqu'il y en a, et pour les autres lignes tarifaires, les taux appliqués multipliés par deux. Les taux finals, après application de la formule, seraient consolidés en termes *ad valorem*.

4.3 Les questions fondamentales à examiner comprennent l'adéquation de la formule en ce qui concerne l'amélioration de l'accès aux marchés et la meilleure façon de prendre en compte les différentes structures tarifaires et les différents niveaux de droits des participants, ainsi que la portée des engagements déjà pris en matière de consolidation.

### B. ÉLIMINATION SECTORIELLE DES DROITS DE DOUANE

4.4 Dans le "projet d'éléments", une approche obligatoire pour l'élimination sectorielle est proposée en vue d'accroître la libéralisation pour les produits présentant un intérêt pour les pays en développement et d'améliorer l'accès aux marchés qui ne serait pas suffisant après l'application de la seule formule. Les secteurs susceptibles d'être visés sont mentionnés de manière générique et différentes modalités de mise en œuvre sont en outre proposées pour les pays développés Membres et les autres Membres qui décideraient de les appliquer d'une part, et pour les pays en développement Membres d'autre part.

4.5 Une question fondamentale consiste à déterminer si cette approche pourrait être acceptée en complément de la formule et, dans l'affirmative, quelle pourrait être la liste des secteurs génériques.

### C. MEMBRES AYANT ACCÉDÉ RÉCEMMENT

4.6 Le "projet d'éléments" prévoit un traitement spécifique pour les Membres ayant accédé récemment sous la forme d'une flexibilité spéciale. Les Membres semblent être généralement d'avis que la situation spéciale de ces Membres doit être dûment prise en compte mais la façon de le faire (coefficient plus élevé dans la formule, période de mise en œuvre plus longue, "délai de grâce") n'a pas fait l'unanimité.

4.7 La question fondamentale est de savoir comment la flexibilité pourrait être assurée afin de prendre en compte la situation spéciale des Membres ayant accédé récemment.

## ANNEXE 1

TN/MA/W/35/Rev.1

### **PROJET D'ÉLÉMENTS DES MODALITÉS POUR LES NÉGOCIATIONS SUR LES PRODUITS NON AGRICOLES**

#### Révision

#### A. INTRODUCTION

1. Le 19 juillet 2002, en adoptant le Programme des réunions concernant les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (ci-après dénommé le Programme de travail), les participants au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés (GNAM) ont déclaré qu'ils "s'efforcer[aient] de s'entendre sur les grandes lignes possibles des modalités d'ici à la fin de mars 2003, en vue de parvenir à un accord sur ces modalités pour le 31 mai 2003". En vue de faciliter la conclusion d'un tel accord, le Président présente ci-après un projet d'"éléments des modalités pour les négociations sur les produits non agricoles", sous sa propre responsabilité.

2. Ce projet révisé repose sur les travaux réalisés pendant la série de sessions formelles et informelles du GNAM qui a commencé le 2 août 2002 et a été menée conformément au mandat défini par les Ministres à Doha et au Programme de travail adopté à ce titre par le GNAM le 19 juillet 2002.

Le paragraphe 16 de la Déclaration ministérielle de Doha (WT/MIN(01)/DEC/1) dispose ce qui suit:

"16. Nous convenons de négociations qui viseront, selon des modalités à convenir, à réduire ou, selon qu'il sera approprié, à éliminer les droits de douane, y compris à réduire ou éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. La gamme de produits visés sera complète et sans exclusion *a priori*. Les négociations tiendront pleinement compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et pays les moins avancés participants, y compris au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction, conformément aux dispositions pertinentes de l'article XXVIIIbis du GATT de 1994 et aux dispositions citées au paragraphe 50 ci-dessous. À cette fin, les modalités à convenir incluront des études et des mesures de renforcement des capacités appropriées pour aider les pays les moins avancés à participer effectivement aux négociations."

Par ailleurs, le paragraphe 4 du Programme de travail (TN/MA/3) indique ce qui suit:

"4. Conformément au paragraphe 16 et aux autres dispositions pertinentes de la Déclaration ministérielle de Doha, le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés fera partie intégrante de tous les éléments des négociations dans le cadre de ce programme de travail."

3. Le présent projet ne prétend pas présenter des éléments convenus en totalité ou en quelque partie que ce soit et est sans préjudice de la position des participants. Comme on le verra immédiatement, certaines de ses parties ne sont pas élaborées dans leur intégralité et certains des autres points soulevés ne sont pas inclus. Par conséquent, le projet n'est en aucun cas complet. Il doit

plutôt est considéré comme un ensemble d'éléments de base des modalités possibles, qui devront être ajustés, complétés, affinés ou développés davantage.

4. On espère que ce projet d'éléments stimulera encore les discussions constructives qui ont eu lieu entre les participants de manière à leur permettre de dégager un consensus sur les modalités pour les négociations sur les droits de douane et les obstacles non tarifaires. On s'attend également que, en menant ces discussions, les participants garderont bien présent à l'esprit qu'il est important de préserver l'intégrité du système commercial multilatéral de l'OMC incarné par les Accords de l'OMC, de faire fond sur les ouvertures de marchés réalisées jusqu'ici en tant qu'élément majeur de la promotion du commerce et du développement, et d'incorporer le traitement spécial et différencié pour qu'il fasse partie intégrante des négociations.

Les éléments suivants sont donc proposés:

## B. DROITS DE DOUANE

5. Les éléments proposés des modalités pour les négociations tarifaires sont exposés dans les quatre sous-sections qui suivent, lesquelles font toutes partie intégrante des modalités pour tous les participants.

### 1. Formule

6. L'application de la formule sera fondée sur les éléments suivants:

- taux de base: réduction ou élimination des droits sur tous les produits non agricoles<sup>1</sup> à partir des taux consolidés après la mise en œuvre intégrale des concessions courantes.<sup>2</sup> Cependant, pour les positions non consolidées, la base pour le début des réductions tarifaires sera le double du taux NPF appliqué<sup>3</sup>;
- l'année de base pour les taux de droits NPF appliqués sera 2001;
- les droits non *ad valorem* seront convertis en équivalents *ad valorem* suivant les procédures indiquées à l'annexe I;

---

<sup>1</sup> Tous les produits non visés par l'Accord sur l'agriculture de l'OMC.

<sup>2</sup> Un crédit pourra être accordé pour la libéralisation autonome à condition que les positions aient été consolidées sur une base NPF dans le cadre de l'OMC depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay. Ainsi, dans les cas suivants, un crédit sera attribué au moyen du taux de base qui était en place avant que la libéralisation autonome n'ait eu lieu, et la réduction suivant la formule serait appliquée à cette base plus élevée. Dans le cas des positions non consolidées antérieurement, le double du taux NPF appliqué ou le nouveau taux consolidé, le chiffre le plus élevé étant retenu, pour l'année où la libéralisation a eu lieu servirait de base. Il est à noter que, dans le cas de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information, des nouvelles initiatives dans le secteur pharmaceutique zéro pour zéro, et de certaines autres initiatives individuelles, le taux consolidé a été ramené à zéro et, par l'application de la formule, les crédits ne seraient pas pertinents. Ainsi, pour les positions restantes, un crédit pourrait être accordé pour les lignes tarifaires visées par les documents de l'OMC suivants, auxquels il a été donné effet juridique par voie de certification: Communautés européennes (WT/Let/178), Corée (WT/Let/302), États-Unis (WT/Let/182), Hongrie (WT/Let/441), Inde (WT/Let/374), Pakistan (WT/Let/424) et Sri Lanka (WT/Let/398).

<sup>3</sup> Lorsque le taux NPF appliqué au cours de l'année de base sera de moins de 2,5 pour cent, la base utilisée sera 5 pour cent.



- nomenclature du SH: les négociations commenceront sur la base du Système harmonisé (SH) 1996, et les négociations seront menées à bien suivant la nomenclature du SH2002<sup>4</sup>; et
- pour les chiffres des importations, les années 1999-2001, ci-après dénommées la "période de référence", seront utilisées pour atténuer les fluctuations annuelles.

7. Tous les droits de douane pour les produits non agricoles seront réduits ligne par ligne au moyen de la formule<sup>5</sup> appliquée aux taux de base indiqués au paragraphe 6:

$$t_1 = \frac{B \times t_a \times t_0}{B \times t_a + t_0}$$

où

$t_1$  est le taux final, à consolider en termes *ad valorem*

$t_0$  est le taux de base

$t_a$  est la moyenne des taux de base<sup>6</sup>

$B$  est un coefficient ayant une valeur unique à déterminer par les participants.

8. À titre d'exception, les participants pour lesquels la portée de la consolidation pour les lignes tarifaires concernant les produits non agricoles est inférieure à 35 pour cent seraient exemptés des réductions tarifaires à opérer au moyen de la formule. En revanche, il serait attendu d'eux qu'ils consolident 100 pour cent des lignes tarifaires concernant les produits non agricoles à un niveau moyen qui ne dépasse pas la moyenne globale des droits consolidés de tous les pays en développement après la mise en œuvre intégrale des concessions courantes (27,5 pour cent).<sup>7</sup>

## 2. Élimination sectorielle des droits de douane

9. Outre l'application de la formule, une approche pour l'élimination sectorielle est proposée, avec des flexibilités appropriées pour les pays en développement, afin d'éliminer et de consolider tous les droits sur les produits présentant un intérêt particulier à l'exportation pour les pays en développement et les pays les moins avancés participants. Par conséquent, les secteurs suivants sont proposés: matériel électronique et électrique; poisson et produits à base de poisson; chaussures; ouvrages en cuir; pièces et parties de véhicules automobiles; pierres gemmes ou similaires et métaux précieux; textiles et vêtements. Les Membres devront déterminer la gamme des produits applicable à ces secteurs.

---

<sup>4</sup> Si les Membres le souhaitent, ils pourront commencer avec la nomenclature du SH2002 si les tables de concordance correspondantes sont fournies.

<sup>5</sup> Tous les chiffres utilisés dans la formule seront arrondis à la première décimale.

<sup>6</sup> Le calcul des moyennes tarifaires ne devrait pas être faussé par la désagrégation des listes tarifaires des Membres. Pour réduire la distorsion créée par le nombre différent de lignes tarifaires dans les listes des Membres, la nomenclature type du SH, norme internationale jusqu'à la position à 6 chiffres du SH, servira de base pour le calcul des moyennes tarifaires simples. La moyenne tarifaire sera calculée en deux étapes:

- i) La moyenne arithmétique simple des droits *ad valorem* ou équivalents *ad valorem* au niveau de la ligne tarifaire est utilisée pour calculer la moyenne tarifaire pour chaque sous-position à 6 chiffres du SH correspondant à des produits non agricoles.
- ii) Cette moyenne au niveau de la position à 6 chiffres du SH est ensuite utilisée comme base pour calculer la moyenne tarifaire simple pour chaque Membre.

<sup>7</sup> Le chiffre final devra être vérifié par le Secrétariat.

10. Il sera procédé à l'élimination sectorielle des droits en trois phases de durée égale. L'élimination se fera sur la base des taux consolidés après mise en œuvre intégrale des concessions courantes ou, pour les positions non consolidées, sur la base des taux NPF appliqués en 2001. Les réductions tarifaires seront opérées par étapes annuelles égales, comme suit:

- les participants développés et les autres participants qui en décideront ainsi élimineront les droits à la fin de la première phase;
- les autres participants procéderont à la réduction et à l'élimination des droits de la façon suivante: i) réduction des droits à un niveau proposé ne représentant pas plus de 10 pour cent<sup>8</sup> à la fin de la première phase; 2) maintien de ce niveau durant la deuxième phase; et 3) élimination des droits à la fin de la troisième phase.

### **3. Dispositions additionnelles pour les participants en développement et les moins avancés**

11. Compte tenu de dispositions pertinentes du mandat, et du traitement spécial et différencié et de la "réciprocité moins que totale" déjà prévus dans les éléments ci-dessus, les participants en développement et les moins avancés bénéficieront des dispositions additionnelles ci-après:

- a) pour les pays en développement participants, de plus longues périodes de mise en œuvre pour les réductions tarifaires seraient applicables. En outre, ces pays se verraient ménager une flexibilité a) en pouvant laisser des lignes tarifaires non consolidées ou b) en n'appliquant pas pour les réductions fondées sur la formule pour un maximum de 5 pour cent des lignes tarifaires pour autant que pas plus de 1 pour cent (1 pour cent des lignes tarifaires pour autant qu'elles ne dépassent pas 1 pour cent des importations du Membre calculées pour la période de référence) ne relève d'un seul chapitre du SH<sup>9</sup>;
- b) les pays les moins avancés participants ne seront pas tenus de prendre des engagements de réduction, comme il est noté aux paragraphes 7, 9, 10, 14 et 15. Toutefois, il est attendu d'eux qu'à titre de contribution au présent cycle de négociations, ils accroissent substantiellement leur niveau d'engagements en matière de consolidation.

12. En outre, il est proposé qu'à titre de contribution à l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral et de soutien pour la diversification de leur production et de leur base d'exportations, les participants développés et les autres participants qui en décident ainsi accordent sur une base autonome l'accès en franchise de droits et sans contingent pour les produits non agricoles originaires des PMA pour l'année [...].

### **4. Membres ayant accédé récemment**

13. Outre les dispositions déjà indiquées au paragraphe 11 ci-dessus et pour tenir compte des engagements de vaste portée en matière d'accès aux marchés pris lors de leur accession qui sont encore mis en œuvre dans de nombreux cas, les participants pourraient envisager d'offrir aux Membres ayant accédé récemment les mécanismes suivants:

---

<sup>8</sup> Si le taux (consolidé ou, dans le cas des positions non consolidées, le taux NPF appliqué en 2001) est inférieur à 10 pour cent, ce taux moins élevé restera en place.

<sup>9</sup> Ces flexibilités ne s'appliquent pas aux produits visés par l'approche pour l'élimination sectorielle des droits.

- un coefficient plus élevé dans la formule;
- une période de mise en œuvre plus longue;
- un "délai de grâce" qui commencerait après la mise en œuvre des engagements courants.

## 5. Modalités supplémentaires

14. Il est proposé que les participants complètent la réduction et l'élimination additionnelles des droits opérées au moyen de la formule et des modalités sectorielles ci-dessus par une élimination sectorielle zéro pour zéro, une harmonisation sectorielle et des demandes et offres.

15. En outre, il est proposé que les participants envisagent l'élimination des droits peu élevés.

### C. OBSTACLES NON TARIFAIRES

16. Les éléments ci-après sont proposés pour les modalités concernant les obstacles non tarifaires:

- a) il est entendu que le GNAM conserve la responsabilité globale pour traiter les obstacles non tarifaires dans le cadre de la Déclaration de Doha;
- b) le groupe de négociation poursuivra l'identification et l'examen des divers types d'obstacles non tarifaires<sup>10</sup>;
- c) après avoir achevé l'identification, les participants s'efforceront de classer les obstacles non tarifaires en catégories ainsi que de clarifier et demander des renseignements additionnels dans les cas où cela sera nécessaire, puis procéderont de la façon suivante:
  - certains obstacles non tarifaires, dont les participants conviendront, seront traités par le GNAM sur la base de modalités, qui pourraient inclure des demandes/offres, des approches horizontales ou verticales,
  - les obstacles techniques au commerce pour lesquels il y a un mandat de négociation spécifique dans la Déclaration de Doha dans d'autres domaines devraient continuer d'être traités par l'organe pertinent mais des renseignements sur les progrès ou les résultats de ces négociations devraient être communiqués au présent groupe à des fins de transparence,
  - les travaux sur les obstacles techniques au commerce qui se rapportent à d'autres domaines de la Déclaration de Doha pour lesquels il n'y a pas actuellement de mandat de négociation spécifique seraient effectués dans d'autres enceintes mais des renseignements sur les progrès réalisés devraient être communiqués au présent groupe à des fins de transparence, et
  - les obstacles techniques au commerce pour lesquels il n'y a actuellement pas de mandat de négociation spécifique seraient, après nouvelle clarification et si le groupe décide qu'il est nécessaire de les soumettre à un autre organe de l'OMC, renvoyés au CNC pour être transmis à l'organe de l'OMC approprié en vue d'une action et de la présentation d'un rapport;

---

<sup>10</sup> À cet égard, il est rappelé que les travaux ont déjà commencé avec la notification des obstacles non tarifaires par les participants.

- d) il est reconnu que, à mesure que les travaux progresseront au sujet des OTC, et sans préjudice du type d'OTC particulier ni des modalités à convenir, les participants devront tenir pleinement compte du principe du traitement spécial et différencié pour les participants en développement et les moins avancés.

D. ÉTUDES ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS APPROPRIÉES

17. Le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha et la référence au paragraphe 50 qui y est faite prévoient, dans le cadre des modalités, des études et des mesures de renforcement des capacités appropriées pour aider les pays les moins avancés à participer effectivement aux négociations. À cet égard, mais aussi dans un sens plus large, il est proposé que:

- les participants identifient les questions liées aux études et aux autres mesures de renforcement des capacités pour améliorer encore la participation aux négociations. En outre, le Secrétariat continuera de couvrir ces questions lorsqu'il entreprendra les travaux en rapport avec le présent groupe de négociation, y compris en coopération avec d'autres organisations internationales<sup>11</sup>;
- les participants présenteront des propositions pour assurer des mesures d'assistance technique et de renforcement des capacités adéquates en rapport avec les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, en gardant à l'esprit les mesures déjà incorporées dans les plans annuels d'assistance technique/de renforcement des capacités de l'OMC pour 2002 et 2003.

---

<sup>11</sup> Il est à noter qu'à ce jour un certain nombre d'études pertinentes ont été établies ou citées: Références choisies concernant la recherche sur l'accès aux marchés (TN/MA/S/1 + Add.1), Approches des négociations tarifaires fondées sur une formule (TN/MA/S/3 + Rev.1 + Rev.1/Add.1 + Rev.2), Profils tarifaires des Membres de l'OMC (TN/MA/S/4 + Rev.1 + Rev.1/Corr.1), Approches des négociations tarifaires fondées sur une formule – Simulations du Secrétariat sur la base des concessions tarifaires des Membres (JOB(03)/67), Incidence des droits non *ad valorem* figurant dans les listes tarifaires des Membres et approches possibles pour l'estimation des équivalents *ad valorem* (TN/MA/S/10) et Questions relatives à l'accès aux marchés pour les produits originaires des pays les moins avancés et dont l'exportation présente un intérêt pour ces pays (TN/MA/S/7).

## ANNEXE I

### Calcul des équivalents *ad valorem*

1. Dans les cas où les Membres ont des droits non *ad valorem* dans leurs taux de base, les équivalents *ad valorem* pour ces taux seront calculés par le Secrétariat au moyen de la méthode suivante:

- si les valeurs et les quantités des importations sont disponibles dans la BDI, les valeurs unitaires seront calculées au niveau de la ligne tarifaire;
- si les valeurs et les quantités des importations ne sont pas disponibles dans la BDI au niveau de la ligne tarifaire, ce sont les valeurs unitaires pour la sous-position à 6 chiffres du SH correspondante des données du Membre figurant dans la BDI qui seront utilisées;
- si les valeurs et les quantités des importations ne sont pas disponibles dans la BDI pour un Membre donné au niveau à 6 chiffres du SH, ce sont les valeurs unitaires mondiales, fondées sur les données disponibles dans la BDI et complétées par des renseignements figurant dans la base de données COMTRADE de l'ONU qui seront utilisées;
- les droits non *ad valorem* pour lesquels le Secrétariat ne peut pas calculer d'équivalents *ad valorem* en raison de la nature technique des droits considérés seront présumés avoir un équivalent *ad valorem* équivalant à la moyenne tarifaire ( $t_a$ ) telle qu'elle est utilisée dans la formule figurant au paragraphe 7 du présent document.

2. Toutefois, si les Membres concernés le souhaitent, ils pourront calculer eux-mêmes les équivalents *ad valorem* s'ils le font d'une manière transparente et en utilisant la période de référence représentative. Les détails complets de la méthode et les données utilisées pour ces calculs seront inclus dans les tableaux explicatifs des projets d'offres et feront l'objet d'un examen multilatéral. Les Membres pourront demander au Secrétariat une assistance technique pour leur calcul des équivalents *ad valorem*.

## ANNEXE 2

### Liste des propositions présentées au Groupe de négociation

<b>Participant(s)</b>	<b>Cote</b>	<b>Titre</b>	<b>Date</b>
Afrique du Sud	TN/MA/W/42+Corr.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	13 août 2003
Albanie, Croatie, Géorgie et Moldova	TN/MA/W/29	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	19 mars 2003
Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela	TN/MA/W/45	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	1 <sup>er</sup> septembre 2003
Bangladesh au nom des pays les moins avancés	TN/MA/W/22	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	8 janvier 2003
Barbade, Jamaïque et Trinité-et-Tobago	TN/MA/W/30	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	25 mars 2003
Bolivie	TN/MA/W/28	Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles	28 février 2003
Canada	TN/MA/W/9	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	15 octobre 2002
Canada	TN/MA/W/9/Add.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles – Obstacles non tarifaires	4 mars 2003
Canada, Communautés européennes et États-Unis	TN/MA/W/44	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	1 <sup>er</sup> septembre 2003
Chili	TN/MA/W/17	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	2 décembre 2002
Chili	TN/MA/W/17/Add.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	18 mars 2003
Chine	TN/MA/W/20	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	24 décembre 2002
Colombie	TN/MA/W/36	Groupe de négociation sur l'accès aux marchés – Réponses de la Colombie aux questions figurant dans le document JOB(03)/27	16 mai 2003
Communautés européennes	TN/MA/W/1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	24 juin 2002
Communautés européennes	TN/MA/W/11	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	31 octobre 2002
Communautés européennes	TN/MA/W/11/Add.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	13 décembre 2002
Communautés européennes	TN/MA/W/11/Add.2	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	1 <sup>er</sup> avril 2003
Communautés européennes	TN/MA/W/11/Add.3	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	1 <sup>er</sup> avril 2003

<b>Participant(s)</b>	<b>Cote</b>	<b>Titre</b>	<b>Date</b>
Compilation des notifications des participants établie par le Secrétariat	TN/MA/W/25	Notifications concernant les obstacles non tarifaires	28 mars 2003
Compilation des notifications des participants établie par le Secrétariat	TN/MA/W/25/Add.1	Notifications concernant les obstacles non tarifaires	13 mai 2003
Compilation des notifications des participants établie par le Secrétariat	TN/MA/W/25/Add.2	Notifications concernant les obstacles non tarifaires	27 juin 2003
Corée	TN/MA/W/6	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	5 août 2002
Corée	TN/MA/W/6/Add.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	7 janvier 2003
Corée	TN/MA/W/6/Add.2	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	16 juin 2003
Corée	TN/MA/W/6/Add.3	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	15 juillet 2003
Égypte, Inde, Indonésie, Kenya, Malaisie, Maurice, Nigéria, Ouganda, Tanzanie et Zimbabwe	TN/MA/W/31	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	25 mars 2003
Émirats arabes unis	TN/MA/W/37	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	20 mai 2003
États-Unis	TN/MA/W/2	Évaluation des besoins de données tarifaires et commerciales	3 juillet 2002
États-Unis	TN/MA/W/3	Négociations sur les biens environnementaux	3 juillet 2002
États-Unis	TN/MA/W/18	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	5 décembre 2002
États-Unis	TN/MA/W/18/Add.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles – Proposition concernant les modalités du traitement des obstacles non tarifaires	25 mars 2003
États-Unis	TN/MA/W/18/Add.2	Accès aux marchés pour les produits non agricoles – Incidences de la libéralisation des échanges sur les recettes	11 avril 2003
États-Unis	TN/MA/W/18/Add.3	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	16 juin 2003
États-Unis	TN/MA/W/18/Add.4	Libéralisation pour les biens environnementaux dans le cadre de l'OMC: Approche de la question – Paragraphe 31 iii)	19 juin 2003
États-Unis	TN/MA/W/18/Add.5	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	7 juillet 2003
Fidji	TN/MA/W/38	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	16 juin 2003
Ghana, Kenya, Madagascar, Maurice, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Tunisie, Zambie et Zimbabwe	TN/MA/W/40	Accès aux marchés pour les produits non agricoles – Déclaration conjointe sur le Projet d'éléments des modalités pour les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles	11 août 2003
Ghana, Kenya, Nigéria, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe	TN/MA/W/27	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	18 février 2003

Participant(s)	Cote	Titre	Date
Hong Kong, Chine	TN/MA/W/12	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	12 novembre 2002
Inde	TN/MA/W/10	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	22 octobre 2002
Inde	TN/MA/W/10/Add.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	8 janvier 2003
Inde	TN/MA/W/10/Add.2	Accès aux marchés pour les produits non agricoles – Précisions concernant la proposition de l'Inde	18 mars 2003
Inde	TN/MA/W/10/Add.3	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	10 avril 2003
Japon	TN/MA/W/5	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	5 août 2002
Japon	TN/MA/W/15	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	20 novembre 2002
Japon	TN/MA/W/15/Add.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	6 janvier 2003
Japon	TN/MA/W/15/Add.2	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	4 mars 2003
Japon	TN/MA/W/15/Add.3	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	26 mars 2003
Lettonie	TN/MA/W/32	Réponses aux questions du Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés (JOB(03)/27)	30 avril 2003
Malaisie	TN/MA/W/43	Groupe de négociation sur l'accès aux marchés: Proposition de la Malaisie concernant la formule de réduction tarifaire du Président	1 <sup>er</sup> septembre 2003
Maroc	TN/MA/W/34	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	9 mai 2003
Maurice	TN/MA/W/21	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	7 janvier 2003
Maurice	TN/MA/W/21/Add.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	15 juillet 2003
Mercosur	TN/MA/W/23	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	15 janvier 2003
Mexique	TN/MA/W/13	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	12 novembre 2002
Norvège	TN/MA/W/7	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	4 septembre 2002
Nouvelle-Zélande	TN/MA/W/4	Portée de la négociation sur les obstacles non tarifaires	31 juillet 2002
Nouvelle-Zélande	TN/MA/W/4/Add.1	Portée de la négociation sur les obstacles non tarifaires – Modalités	4 mars 2003
Oman	TN/MA/W/14	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	19 novembre 2002
Papouasie-Nouvelle-Guinée	TN/MA/W/39	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	2 juillet 2003
Qatar	TN/MA/W/24	Négociations sur les biens environnementaux: combustibles et technologies efficaces à faible émission de carbone et de polluants – Paragraphe 31 iii)	28 janvier 2003
Qatar	TN/MA/W/33	Codes de classification du Système harmonisé (SH) pour les biens liés au gaz – Paragraphe 31 iii)	25 avril 2003



<b>Participant(s)</b>	<b>Cote</b>	<b>Titre</b>	<b>Date</b>
Singapour	TN/MA/W/8	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	10 septembre 2002
Suisse	TN/MA/W/16	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	28 novembre 2002
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	TN/MA/W/19	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	20 décembre 2002
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	TN/MA/W/19/Add.1	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	16 mai 2003
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	TN/MA/W/19/Add.2	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	7 juillet 2003
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	TN/MA/W/19/Add.3	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	8 juillet 2003
Thaïlande	TN/MA/W/26	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	17 février 2003
Turquie	TN/MA/W/41	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	12 août 2003

### ANNEXE 3

#### Documents élaborés par le Secrétariat pour le Groupe

<b>Cote</b>	<b>Titre</b>	<b>Date</b>
JOB(03)/67	Note du Secrétariat	4 avril 2003
JOB(03)/128	Note du Secrétariat	3 juillet 2003
TN/MA/S/1	Références choisies concernant la recherche sur l'accès aux marchés	5 avril 2003
TN/MA/S/1/Add.1	Références choisies concernant la recherche sur l'accès aux marchés – annotations	3 septembre 2002
TN/MA/S/2	Données disponibles et outils logiciels pour les négociations tarifaires	3 septembre 2002
TN/MA/S/3	Approches des négociations tarifaires fondées sur une formule	9 septembre 2002
TN/MA/S/3/Rev.1	Approches des négociations tarifaires fondées sur une formule	4 novembre 2002
TN/MA/S/3/Rev.1/Add.1	Approches des négociations tarifaires fondées sur une formule	17 février 2003
TN/MA/S/3/Rev.2	Approches des négociations tarifaires fondées sur une formule	11 avril 2003
TN/MA/S/4	Profils tarifaires des Membres de l'OMC	11 septembre 2002
TN/MA/S/4/Rev.1 + Corr.1	Profils tarifaires des Membres de l'OMC	15 novembre 2002
TN/MA/S/5	Table des matières du catalogue des mesures non tarifaires	11 septembre 2002
TN/MA/S/6	Liste des biens environnementaux	7 octobre 2002
TN/MA/S/7	Questions relatives à l'accès aux marchés pour les produits originaires des pays les moins avancés et dont l'exportation présente un intérêt pour ces pays	30 octobre 2002
TN/MA/S/8	Commerce des biens environnementaux	2 décembre 2002
TN/MA/S/9	Données actuelles disponibles dans la base de données intégrée	17 février 2003
TN/MA/S/10	Incidence des droits autres qu' <i>ad valorem</i> dans les tarifs douaniers des Membres et approches possibles pour estimer les équivalents <i>ad valorem</i>	20 mai 2003